

Des universités européennes, pour plus de convergences dans l'enseignement

Les «universités européennes» feront bientôt leur apparition: un nouveau projet de convergence de l'enseignement dont les grandes lignes se dessinent.

ORIANE RENETTE (ST)

Les 47 ministres des États membres de l'Espace européen de l'enseignement supérieur (EHEA) se sont rassemblés ce jeudi, lors d'une conférence célébrant le 20^e anniversaire du processus de Bologne. L'occasion de faire le point sur deux décennies d'harmonisation dans le domaine de l'enseignement et d'esquisser les contours de nouveaux projets. Parmi ceux-ci, la création d'«universités européennes», des partenariats internationaux entre établissements qui renforceront les échanges et la mobilité.

Ce projet est en chantier depuis l'année dernière à la Commission européenne. Si la forme concrète de ces partenariats demeure incertaine à l'heure actuelle, les grandes lignes se dessinent peu à peu. La conférence de l'EHEA offrait donc l'occa-

sion aux ministres d'en débattre et de poser des premières balises. Pour Jean-Claude Marcourt, le ministre de l'Enseignement supérieur en Fédération Wallonie-Bruxelles (PS), il est nécessaire «que ce soit les universités qui proposent ces réseaux», et non qu'ils soient déterminés par «la volonté univoque des États». Le ministre, qui s'est exprimé lors de la conférence, souhaite «un phénomène bottom-up». En effet, «les universités

connaissent leurs points forts, leurs faiblesses, et les meilleures relations à nouer pour améliorer la mobilité, les échanges de programmes ou renforcer les recherches». Pour M. Marcourt, il ne faut donc pas viser «un modèle unique mais bien laisser plusieurs modèles vivre les uns à côté des autres».

La Commission européenne semble pour l'instant partager cette philosophie. Celle-ci espère voir émerger une vingtaine de ces réseaux d'ici 2024. Au sein de ceux-ci, pour le ministre, il n'est pas question de voir une forme de ségrégation ou d'élitisme. Il refuse un système qui opposerait «des bonnes uni-

versités bénéficiant d'un bon ranking, qui vont participer aux réseaux, et des universités secondaires qui n'y participeraient pas. Il faut absolument surmonter cet écueil, faute de quoi cette expérience pourrait être un échec».

D'autres enjeux feront sans aucun doute débat dans les mois à venir, comme l'emploi des langues, les moyens financiers, etc. Pour l'heure, le ministre invite les universités à «s'intéresser à la démarche», et à «réfléchir si elles se considèrent dans de bonnes conditions, et avec de bons partenaires, pour déposer un projet».

Bilan contrasté

Au-delà de ces débats, cette conférence était aussi l'occasion pour l'EHEA de dresser le bilan de 20 ans d'action. Le Processus de Bologne a, effectivement, mené à des systèmes d'enseignement européens davantage compatibles et interopérables, grâce à des mécanismes tels que les crédits ECTS, le découpage en trois cycles, ou encore des programmes de mobilité comme Erasmus+.

De là à parler d'un paysage ho-

mogène de l'enseignement supérieur en Europe, «nous en sommes encore loin», certifie M. Marcourt. Les situations concrètes et l'avancement des réformes sont encore à des stades différents selon les pays. Toutefois, cela n'empêche pas les parties d'afficher une volonté commune d'aller vers de plus grandes convergences, notamment en matière de diplomation, ce qui reste à ce jour un problème épineux. Cependant, une évolution en la matière pourrait se produire d'ici quelques années, grâce, notamment, à ce système de réseaux. D'après M. Marcourt, ceux-ci permettront d'identifier efficacement les obstacles à la reconnaissance de diplômes européens.

«Je souhaite que ce soit un phénomène bottom-up, sans modèle unique imposé.»

JEAN-CLAUDE MARCOURT
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR EN FWB